



EXTRAITS DOC. OFFICIEL MI

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE PROGRAMME SECURITE ROUTIERE (VERSION DU 20 MAI 2014)

Extraits relatifs au délai d'attente et au coût

P 8 :
>

2.1 Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentations à l'examen pratique du permis de conduire B

La **mise en œuvre de la directive européenne 2006/126/CE**, induisant notamment l'instauration de nouvelles épreuves pour obtenir le permis de conduire un motorcycle ou un poids lourd a nécessité fin 2012 et au cours du premier trimestre 2013 l'organisation d'une formation spécifique pour les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, ainsi que la mise en place de mesures temporaires exceptionnelles (programmation de réunions techniques, tutorat...) qui ont conduit à une diminution du nombre d'examens réalisés par jour (-2,4 % par rapport aux prévisions).

Cette réforme a ainsi induit une hausse mécanique des délais de passage à l'examen de conduite.

P 9 :
>

2.2 Dépense moyenne d'un examen pratique du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière

Le coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration augmente de 3,3 € entre 2012 et 2013, soit un coût estimé pour 2013 de 64,8 € contre 61,5 € en 2012. La prévision 2013 actualisée dans le cadre de l'élaboration du PAP 2014 prévoyait une augmentation de ce coût mais dans des proportions moindres.

Si le montant des crédits retenus pour le coût total du permis de conduire est maîtrisé (+1,6 % entre 2012 et 2013 contre +2,3 % entre 2011 et 2012) et inférieur à la prévision actualisée, la baisse importante du nombre de permis délivrés en 2013 (934 000 contre 968 356 en 2012) augmente sensiblement la valeur de cet indicateur.

La principale raison de cette baisse du nombre de permis délivrés est la mise en œuvre de la directive européenne 2006/126/CE (cf. ante).

>>> PAGES SUIVANTES = DOCUMENT COMPLET

PLR 2013 - EXTRAIT DU RAP DE LA MISSION : SECURITE

Version du 20/05/2014 à 20:24:13

PROGRAMME 207 :
SECURITE ET EDUCATION ROUTIERES

MINISTRE CONCERNE AU TITRE DE L'EXERCICE 2013 : MANUEL VALLS, MINISTRE DE L'INTERIEUR

TABLE DES MATIERES

Bilan stratégique du rapport annuel de performances	3
Objectifs et indicateurs de performance	5
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	10
Justification au premier euro	16
Analyse des coûts du programme et des actions	39

BILAN STRATEGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Robert LOPEZ

Délégué à la sécurité et à la circulation routières

Responsable du programme n° 207 : Sécurité et éducation routières

Le bilan provisoire 2013 de l'accidentalité routière fait état de 3 258 personnes tuées en France métropolitaine - ce qui constituerait le bilan le meilleur depuis 1948 - et de 26 000 blessés hospitalisés. Par rapport à 2012, la baisse du nombre de personnes tuées sur les routes serait de 10,8 % et celle du nombre de blessés hospitalisés de 4 %.

Ce bilan très favorable est à mettre en perspective avec les nouveaux objectifs de réduction de la mortalité, à savoir réduire de moitié la mortalité entre 2010 et 2020 et passer ainsi sous le seuil des 2 000 tués sur les routes par an. L'objectif est également de réduire significativement le nombre de personnes gravement blessées.

En 2013, dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Sécurité et éducation routières », et en complément du programme 751 « Radars », la Délégation à la sécurité et à la circulation routières a poursuivi la politique menée ces dernières années, selon les priorités affichées par le ministre :

- la diminution de l'accidentalité des jeunes conducteurs, ainsi que de ceux de deux roues motorisés ;
- la lutte contre la vitesse et contre la consommation d'alcool ou de stupéfiants en situation de conduite.

Concernant le renforcement de la prévention et de la formation auprès des jeunes usagers de la route, il est essentiel d'instaurer un continuum éducatif du primaire au lycée. Le programme « Sécurité et éducation routières » a permis, en liaison avec les autres programmes partenaires dans ce domaine, de mieux sensibiliser les jeunes, notamment les lycéens. La mortalité routière des jeunes entre 18 et 24 ans devrait connaître une assez forte baisse en 2013 (plus de 10 %). Les résultats définitifs seront connus en mai 2014.

S'agissant de la sécurité des conducteurs de deux-roues motorisés, l'année 2013 a été marquée par l'entrée en vigueur de la directive européenne du 30 décembre 2006 relative au permis de conduire, qui prévoit une progressivité dans l'accès à la motorisation avec la création de nouvelles catégories de permis de conduire pour les cyclomoteurs (AM) et les motocyclettes de moyenne cylindrée (A2). La rediffusion de la campagne de sensibilisation des motards « A moto, le plus grand danger c'est de penser qu'il n'y en a pas » du 21 avril jusqu'au 10 novembre 2013 a été complétée par des campagnes inédites sur la surmortalité des motocyclistes dans certaines régions. La mortalité routière des conducteurs de deux-roues motorisés devrait baisser d'environ 7 % en 2013. Les résultats définitifs seront connus en mai 2014.

Des actions contre les facteurs d'accidents (vitesse, alcool, stupéfiants, téléphone et smartphone) ont été conduites, visant l'ensemble de la population, mais aussi, plus spécifiquement, les deux catégories d'usagers précitées.

En complément de la poursuite de la modernisation du parc des radars automatiques, une campagne nationale grand public inédite a été produite sur le thème de la vitesse, première cause de mortalité sur la route : « plus vous roulez vite, plus les conséquences sont irréversibles ». L'enjeu était de sensibiliser les usagers aux conséquences dramatiques de la conduite à une vitesse excessive ou inadaptée, en amont de la première vague de déploiement des radars mobiles nouvelle génération.

Afin de lutter contre l'alcool et les stupéfiants, les actions de prévention menées ces dernières années ont été poursuivies en 2013. La mise en œuvre de campagnes de communication et d'information à destination du grand public est pérennisée. Des actions ont été organisées en matière de sécurité routière à l'occasion de manifestations festives rassemblant un jeune public.

RECAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	Mobiliser l'ensemble de la société sur la sécurité routière pour réduire le nombre d'accidents et de tués sur les routes
INDICATEUR 1.1	Nombre annuel des tués à trente jours (France métropolitaine et départements d'outre-mer)
INDICATEUR 1.2	Caractérisation de la mortalité routière selon des catégories d'usagers de la route
OBJECTIF 2	Améliorer le service du permis de conduire dans le cadre du développement de l'éducation routière tout au long de la vie
INDICATEUR 2.1	Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentation à l'examen pratique du permis de conduire B
INDICATEUR 2.2	Coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière
INDICATEUR 2.3	Taux de conducteurs novices impliqués dans un accident corporel

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Mobiliser l'ensemble de la société sur la sécurité routière pour réduire le nombre d'accidents et de tués sur les routes

INDICATEUR 1.1 : Nombre annuel des tués à trente jours (France métropolitaine et départements d'outre-mer)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2011 Réalisation	2012 Réalisation	2013 Prévision PAP 2013	2013 Prévision actualisée PAP 2014	2013 Réalisation	2015 Cible PAP 2013
Nombre annuel des tués à trente jours (France métropolitaine)	Nombre	3 963	3 653	<3 400	<3 400	3 258	<3 000
Nombre annuel des tués à trente jours (Départements d'outre-mer)	Nombre	148	189	<140	<140	160	<130
Nombre annuel des tués à trente jours (France métropolitaine et départements d'outre-mer)	Nombre	4 111	3 842	<3 540	<3 540	3 418	<3 130

Commentaires techniques

Source des données : ONISR

Mode de calcul :

Les données communiquées pour 2013 sont provisoires.

Tout accident corporel de la circulation routière doit faire l'objet d'un bulletin d'analyse d'accident corporel de la circulation (BAAC), renseigné par le service de police ou de gendarmerie compétent géographiquement. Les BAAC centralisés par les services de la police et de la gendarmerie nationales sont ensuite envoyés à l'ONISR (Observatoire national interministériel de la sécurité routière) pour de nouveaux contrôles s'ajoutant à ceux déjà intégrés aux logiciels de saisie utilisés par les forces de l'ordre. La base annuelle du fichier BAAC pour l'année n'est arrêtée qu'en mai de l'année n+1.

A ce stade de l'exercice, l'indicateur ne peut donc être renseigné que par des données tirées de ce fichier national. Des extrapolations des « remontées statistiques rapides » des forces de l'ordre, informations disponibles uniquement pour la France métropolitaine sont également intégrées.

Les indicateurs renseignés pour 2013 sont donc encore provisoires et pourront être éventuellement corrigés lors de la publication des données définitives et intégrés dans le projet annuel de performances pour 2015.

INDICATEUR 1.2 : Caractérisation de la mortalité routière selon des catégories d'usagers de la route

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2011 Réalisation	2012 Réalisation	2013 Prévision PAP 2013	2013 Prévision actualisée PAP 2014	2013 Réalisation	2015 Cible PAP 2013
Pourcentage de personnes tuées impliquant au moins un conducteur présentant un taux d'alcool supérieur au taux légal (France métropolitaine)	%	30,8	31	23	23	NC	18
Pourcentage de personnes tuées impliquant au moins un conducteur présentant un taux d'alcool supérieur au taux légal (Départements d'outre-mer)	%	37,1	36	28	28	NC	26
Pourcentage de personnes tuées impliquant au moins un conducteur présentant un taux d'alcool supérieur au taux légal (France métropolitaine et départements d'outre-mer)	%	31	31	22	22	NC	20
Pourcentage de motocyclistes tués (France métropolitaine)	%	19,2	18,2	16	16	NC	12
Pourcentage de motocyclistes tués (Départements d'outre-mer)	%	22,3	23,8	18	18	NC	16

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Unité	2011 Réalisation	2012 Réalisation	2013 Prévision PAP 2013	2013 Prévision actualisée PAP 2014	2013 Réalisation	2015 Cible PAP 2013
Pourcentage de motocyclistes tués (France métropolitaine et départements d'outre-mer)	%	19,3	18,5	16	16	NC	12
Pourcentage de personnes tuées appartenant à la classe d'âge 18/24 ans (France métropolitaine)	%	20,5	13,9	16	13	NC	10
Pourcentage de personnes tuées appartenant à la classe d'âge 18/24 ans (Départements d'outre-mer)	%	25	18,8	17	17	NC	13
Pourcentage de personnes tuées appartenant à la classe d'âge 18/24 ans (France métropolitaine et départements d'outre-mer)	%	20,7	14,1	16	13	NC	10

Commentaires techniquesSource des données : ONISRCommentaires techniques :

- *sous-indicateurs relatifs au ratio de personnes tuées dans un accident impliquant au moins un conducteur présentant un taux d'alcool supérieur au taux légal* :

Ces sous-indicateurs indiquent le pourcentage de personnes tuées dans des accidents impliquant au moins un conducteur présentant un taux d'alcool supérieur au taux légal, le dénominateur étant le nombre total de personnes tuées sur les routes pendant la période considérée.

- *sous-indicateurs relatifs au ratio de motocyclistes tués* :

Ces sous-indicateurs indiquent le pourcentage de conducteurs de deux-roues motorisés tués sur les routes au cours de l'année, le dénominateur étant le nombre total de personnes tuées sur les routes pendant la période considérée.

- *sous-indicateurs relatifs au ratio de personnes tuées appartenant à la classe d'âge 18-24 ans* :

Ces sous-indicateurs rapportent, sous forme de ratio, le nombre de tués âgés de 18 à 24 ans sur les routes au cours de l'année par tranche de 100 000 personnes afin de permettre une comparaison avec l'indicateur européen construit de la même façon.

ANALYSE DES RÉSULTATSAvertissements

Les données définitives de l'accidentalité routière en 2013 ne seront connues qu'en mai 2014. Les résultats présentés sont basés sur l'état de l'alimentation de la base de données nationale (fichier BAAC) au 26 février 2014, complétés par des extrapolations issues des « remontées statistiques rapides » des forces de l'ordre.

Les données pour 2013 ne sont pas encore disponibles. Des premières estimations ont été réalisées pour certains indicateurs mais elles présentent des marges d'erreurs importantes tant que la base nationale du fichier des accidents corporels (BAAC) n'a pas été complétée par les services de la police et de la gendarmerie nationales, et contrôlées par les observatoires départementaux et l'ONISR (Observatoire national interministériel de la sécurité routière).

Les indicateurs pour 2013 seront intégrés dans le projet annuel de performances pour 2015.

1.1 Nombre annuel des tués à trente jours (France métropolitaine et DOM)

Les estimations provisoires de la mortalité routière pour l'année 2013 font état de 3 418 personnes tuées à 30 jours. Au total, 424 morts auraient été évitées en 2013 par rapport à 2012, soit une baisse de 11 % de la mortalité.

Le résultat en France métropolitaine (- 10,8 %) est supérieur à la moyenne des progressions observées depuis 2002 (-4,8 % en moyenne par an pour les douze années de 2002 à 2013).

1.2 Caractérisation de la mortalité routière selon les catégories d'usagers de la route (nouvel indicateur)

- *sous-indicateurs relatifs au ratio de personnes tuées dans un accident impliquant au moins un conducteur présentant un taux d'alcool supérieur au taux légal* :

La présence d'un taux supérieur à 0,5 g/l d'alcool chez au moins un conducteur impliqué dans un accident mortel est une constante autour de 30 % depuis plus de vingt ans.

- *sous-indicateurs relatifs au ratio de motocyclistes tués* :

L'accidentalité des deux roues motorisées peut varier fortement d'une année sur l'autre, en particulier chez les plus de 125 cm³ car elle est sensible aux variations météorologiques mais globalement elle diminue comme pour l'ensemble des autres usagers de la route. La baisse de la mortalité des motocyclistes devrait être de l'ordre de 5 % en 2013.

- sous-indicateurs relatifs au ratio de personnes tuées appartenant à la classe d'âge 18-24 ans :

Malgré les résultats encourageants, cette classe d'âge connaît encore un risque élevé : en 2012, 14,1 % des personnes tuées appartenaient à cette classe d'âge alors qu'elle ne représentait que 8,8 % de la population française. La mortalité routière est la première cause de la mortalité chez les jeunes adultes avec un peu plus d'un décès sur trois en moyenne. Les jeunes conducteurs sont généralement considérés comme davantage sujets au risque d'accident sur la route du fait de leur inexpérience dans la conduite et d'une plus grande propension à la prise de risque. Depuis 2000, le « sur-risque » de mortalité routière de cette population était constant mais les premiers résultats 2013 semblent montrer une baisse plus importante que la moyenne de la mortalité des 18-24 ans.

OBJECTIF n° 2 : Améliorer le service du permis de conduire dans le cadre du développement de l'éducation routière tout au long de la vie

INDICATEUR 2.1 : Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentation à l'examen pratique du permis de conduire B

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2011 Réalisation	2012 Réalisation	2013 Prévision PAP 2013	2013 Prévision actualisée PAP 2014	2013 Réalisation	2015 Cible PAP 2013
Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentation à l'examen pratique du permis de conduire B	jours calendaires	82	85,7	80	88	98	70

Commentaires techniques

Source des données : DSCR

Commentaires techniques :

Les données sont extraites du système d'information « Euclide-Aurige ». Cet outil permet aux inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière d'y relater, en temps réel, l'ensemble de leurs activités relevant du domaine du permis de conduire.

A la date d'élaboration du présent document, les informations des mois de novembre et décembre 2013 ne sont pas connues. Aussi, la réalisation 2013 a été calculée sur la base des données enregistrées au cours des 10 premiers mois de l'année 2013 et sur une extrapolation pour les deux derniers mois de l'exercice.

INDICATEUR 2.2 : Coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2011 Réalisation	2012 Réalisation	2013 Prévision PAP 2013	2013 Prévision actualisée PAP 2014	2013 Réalisation	2015 Cible PAP 2013
Coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière	€ / permis	60,5	61,5	61,4	62,4	64,8	63,8

Commentaires techniques

Source des données : DSCR

Commentaires techniques :

Cet indicateur permet de suivre l'évolution annuelle du coût unitaire d'obtention du permis de conduire calculé sur la base des déterminants suivants :

Le numérateur (coût total) intègre les dépenses (en crédits de paiement) opérées au cours de l'année considérée au titre de la rémunération (y compris contribution au CAS « pensions ») versée aux agents chargés d'organiser les activités d'examen, ainsi que les frais de déplacement, de fonctionnement et de formation initiale et continue induits par ces activités.

Le dénominateur (nombre de permis) correspond au nombre de permis de conduire de catégorie A, B, C et D délivrés suite aux examens pratiques au cours de l'année considérée.

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le tableau ci-dessous présente les valeurs ayant permis le calcul de l'indicateur 2.2 « Hors postes vacants ».

	Intitulé	2012 Réalisation	2013 Prévision	2013 Prévision actualisée	2013 Réalisation
Numérateur = Coût total d'obtention du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la Sécurité Routière	€ (C) = (1)+(2)+(3)	59 537 070 €	60 339 000 €	61 324 000 €	60 518 382 €
Masse salariale correspondant aux activités d'examens hors CAS Pension	(1)	34 017 050 €	33 802 000 €	34 141 870 €	34 261 990 €
Masse salariale correspondant aux activités d'examens – part CAS Pension	(2)	15 295 290 €	15 812 000 €	16 672 130 €	15 771 664 €
Frais de fonctionnement	(3)	10 224 730 €	10 725 000 €	10 510 000 €	10 484 728 €
Dénominateur = Nombre de permis délivrés par l'administration relevant du ministère chargé de la Sécurité Routière	(N) = Nombre de permis	968 356	982 000	982 000	934 000
Indicateur = Numérateur / Dénominateur	€ / Permis (U) = (C) / (N)	61,5 €	61,4 €	62,4 €	64,8 €

A la date d'élaboration de ce document, les informations des mois de novembre et décembre 2013 ne sont pas connues. Aussi, le nombre de permis délivrés a été calculé à partir des valeurs connues pour les 10 premiers mois de l'année et d'une valeur prévisionnelle pour les mois de novembre et décembre.

Pour ces mêmes raisons, les données communiquées comme étant la réalisation 2012 dans le rapport annuel de performances pour 2012 ont été affinées. Le nombre de permis de conduire délivrés en 2012, estimé préalablement à 970 000, a été de 968 356. Le numérateur n'ayant pas évolué, le coût moyen d'obtention d'un permis de conduire en 2012 est en définitive de 61,5 €, et non de 61,4 € comme cela avait été annoncé préalablement.

INDICATEUR 2.3 : Taux de conducteurs novices impliqués dans un accident corporel

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2011 Réalisation	2012 Réalisation	2013 Prévision PAP 2013	2013 Prévision actualisée PAP 2014	2013 Réalisation	2015 Cible PAP 2013
Taux des conducteurs ayant leur permis depuis moins d'un an impliqués dans un accident corporel	%	10,7	10,4	<10	<10	<10	<9,4
Taux des conducteurs ayant leur permis depuis moins de deux ans impliqués dans un accident corporel	%	18,9	18,6	<17,8	<17,8	<17,8	<17
Taux des conducteurs ayant leur permis depuis moins de trois ans impliqués dans un accident corporel	%	25,6	25,3	<24,5	<24,5	<24,5	<23,7

Commentaires techniques

Source des données : ONISR

Mode de calcul :

Aucune estimation de cet indicateur n'est encore disponible pour l'année 2013. Il sera mis à jour dans le projet annuel de performances pour 2015.

Pour ces mêmes raisons, les données communiquées comme étant la réalisation 2012 dans le rapport annuel de performances pour 2012 ont été affinées et corrigées dans le projet annuel de performances annexé au PLF pour 2014.

ANALYSE DES RÉSULTATS**2.1 Délai d'attente moyen annuel pour un candidat entre sa première et sa deuxième présentations à l'examen pratique du permis de conduire B**

La mise en œuvre de la directive européenne 2006/126/CE, induisant notamment l'instauration de nouvelles épreuves pour obtenir le permis de conduire un motorcycle ou un poids lourd a nécessité fin 2012 et au cours du premier trimestre 2013 l'organisation d'une formation spécifique pour les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, ainsi que la mise en place de mesures temporaires exceptionnelles (programmation de réunions techniques, tutorat...) qui ont conduit à une diminution du nombre d'examens réalisés par jour (-2,4 % par rapport aux prévisions).

Cette réforme a ainsi induit une hausse mécanique des délais de passage à l'examen de conduite.

2.2 Dépense moyenne d'un examen pratique du permis de conduire pour l'administration relevant du ministère chargé de la sécurité routière

Le coût unitaire d'obtention du permis de conduire pour l'administration augmente de 3,3 € entre 2012 et 2013, soit un coût estimé pour 2013 de 64,8 € contre 61,5 € en 2012. La prévision 2013 actualisée dans le cadre de l'élaboration du PAP 2014 prévoyait une augmentation de ce coût mais dans des proportions moindres.

Si le montant des crédits retenus pour le coût total du permis de conduire est maîtrisé (+1,6 % entre 2012 et 2013 contre +2,3 % entre 2011 et 2012) et inférieur à la prévision actualisée, la baisse importante du nombre de permis délivrés en 2013 (934 000 contre 968 356 en 2012) augmente sensiblement la valeur de cet indicateur.

La principale raison de cette baisse du nombre de permis délivrés est la mise en œuvre de la directive européenne 2006/126/CE (cf. ante).

2.3 Taux de conducteurs novices parmi les conducteurs impliqués dans un accident corporel

Avertissements

Les données définitives de la base de données de l'accidentalité routière en 2013 ne seront connues qu'en mai 2014.

Les conducteurs novices sont généralement considérés comme plus à risque en matière d'accidentalité routière du fait de leur manque d'expérience de la conduite et de leur jeunesse. Néanmoins, la mortalité des conducteurs novices, tout comme celle des 18-24 ans, suit pour l'instant la baisse d'ensemble de la mortalité.

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

PRESENTATION DES CREDITS ET DES DEPENSES FISCALES

2013 / PRESENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CREDITS OUVERTS ET DES CREDITS CONSOMMÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FDC et ADP prévus en LFI
Prévision LFI 2013 Consommation 2013							
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	77 205 368 79 476 406	3 299 713 1 190 605	53 824	840 000 706 055	81 345 081 81 426 890	81 345 081
02	Démarches interministérielles et communication		18 680 000 16 299 087	53 584	4 900 000 4 348 042	23 580 000 20 700 713	23 580 000
03	Éducation routière		13 185 000 12 935 037	3 800 000 3 383 439	7 738 000 3 687 514	24 723 000 20 005 990	24 723 000
Total des AE prévues en LFI		77 205 368	35 164 713	3 800 000	13 478 000	129 648 081	129 648 081
Ouvertures par voie de FDC et ADP		0		+92 273		+92 273	
Ouvertures / annulations (hors FDC et ADP)		+2 811 705		-8 118 449		-5 306 744	
Total des AE ouvertes		80 017 073		44 416 537		124 433 610	
Total des AE consommées		79 476 406	30 424 729	3 490 847	8 741 611	122 133 593	

2013 / CREDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FDC et ADP prévus en LFI
Prévision LFI 2013 Consommation 2013							
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	77 205 368 79 476 406	3 299 713 1 349 240	25 000	840 000 1 395 756	81 345 081 82 246 402	81 345 081
02	Démarches interministérielles et communication		18 680 000 16 473 061	68 350	4 900 000 4 341 656	23 580 000 20 883 067	23 580 000
03	Éducation routière		13 185 000 13 535 257	3 800 000 3 158 805	7 738 000 3 671 914	24 723 000 20 365 976	24 723 000
Total des CP prévus en LFI		77 205 368	35 164 713	3 800 000	13 478 000	129 648 081	129 648 081
Ouvertures par voie de FDC et ADP		0		+92 273		+92 273	
Ouvertures / annulations (hors FDC et ADP)		+2 811 705		-8 417 597		-5 605 892	
Total des CP ouverts		80 017 073		44 117 389		124 134 462	
Total des CP consommés		79 476 406	31 357 558	3 252 155	9 409 326	123 495 445	

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTES (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action <i>Prévision LFI 2012 Consommation 2012</i>		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FDC et ADP prévus en LFI	Total y.c. FDC et ADP
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	3 126 441 1 418 417	28 980	520 000 1 339 602	3 646 441	3 646 441 2 786 999
02	Démarches interministérielles et communication	20 320 000 20 954 283	73 355	5 180 000 5 023 122	25 500 000	25 600 000 26 050 760
03	Éducation routière	13 050 000 14 291 590	3 800 000 2 361 834	8 621 000 4 485 790	25 471 000	25 471 000 21 139 214
<i>Total des AE prévues en LFI</i>		36 496 441	3 800 000	14 321 000	54 617 441	54 717 441
Total des AE consommées		36 664 290	2 464 169	10 848 514		49 976 973

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action <i>Prévision LFI 2012 Consommation 2012</i>		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FDC et ADP prévus en LFI	Total y.c. FDC et ADP
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	3 126 441 1 740 648	28 980	520 000 728 192	3 646 441	3 646 441 2 497 820
02	Démarches interministérielles et communication	20 320 000 19 259 951	58 673	5 180 000 5 031 259	25 500 000	25 600 000 24 349 883
03	Éducation routière	13 050 000 13 512 958	3 800 000 5 389 619	8 621 000 4 485 790	25 471 000	25 471 000 23 388 367
<i>Total des CP prévus en LFI</i>		36 496 441	3 800 000	14 321 000	54 617 441	54 717 441
Total des CP consommés		34 513 557	5 477 272	10 245 241		50 236 070

PRESENTATION PAR ACTION DES CHARGES CONSTATEES

Avertissement

Sont reportés dans le tableau ci-dessous les coûts directs par action arrêtés en mars 2014 par le département comptable ministériel, en liaison avec le ministère concerné.

Les coûts directs comprennent les charges ayant donné lieu à opérations budgétaires (personnel, fonctionnement, subventions pour charges de service public, transferts aux ménages, entreprises et collectivités), ainsi que le rattachement de charges à l'exercice et les charges n'ayant donné lieu à aucun décaissement (variations de stocks, dotations aux amortissements, aux dépréciations d'actifs, aux provisions...).

L'attention est appelée sur le caractère encore lacunaire de ces données. En effet, les immobilisations ne sont pas encore prises en compte dans leur ensemble dans le bilan de l'État. Le périmètre des actifs intégrés est d'ailleurs variable selon les ministères. De même, seuls les stocks significatifs, en termes de volume et d'enjeu, figurent au bilan. Les dotations aux amortissements et les variations de stocks, ainsi que, dans une moindre mesure, les dotations aux provisions (nettes des reprises), ne sont donc pas exhaustives.

Ces montants sont repris et retraités dans le cadre de l'analyse des coûts des actions (partie dans laquelle est précisé le périmètre de charges couvert).

Numéro et intitulé de l'action		Total
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	82 331 820
02	Démarches interministérielles et communication	20 973 963
03	Éducation routière	17 706 571
Total		121 012 354

PRESENTATION PAR TITRE ET CATEGORIE DES CREDITS CONSOMMES

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2012 (*)	Ouvertes en LFI pour 2013	Consommées en 2013 (*)	Consommés en 2012 (*)	Ouverts en LFI pour 2013	Consommés en 2013 (*)
Titre 2. Dépenses de personnel		77 205 368	79 476 406		77 205 368	79 476 406
Rémunérations d'activité		45 509 733	48 154 172		45 509 733	48 154 172
Cotisations et contributions sociales		31 598 907	31 222 601		31 598 907	31 222 601
Prestations sociales et allocations diverses		96 728	99 633		96 728	99 633
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	36 664 290	35 164 713	30 424 729	34 513 557	35 164 713	31 357 558
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	36 438 538	35 164 713	30 182 245	34 291 227	35 164 713	31 117 414
Subventions pour charges de service public	225 752		242 484	222 330		240 144
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 464 169	3 800 000	3 490 847	5 477 272	3 800 000	3 252 155
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 366 766	3 800 000	2 435 211	4 588 932	3 800 000	2 072 810
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	1 097 403		1 055 636	888 340		1 179 345
Titre 6. Dépenses d'intervention	10 848 514	13 478 000	8 741 611	10 245 241	13 478 000	9 409 326
Transferts aux ménages	4 468 769	7 250 000	3 652 768	4 468 769	7 250 000	3 652 768
Transferts aux entreprises	665 481	1 285 000	558 230	266 883	1 285 000	661 925
Transferts aux collectivités territoriales	897 340	930 000	528 047	894 351	930 000	529 683
Transferts aux autres collectivités	4 816 924	4 013 000	4 002 566	4 615 238	4 013 000	4 564 950
Total hors FDC et ADP		129 648 081			129 648 081	
Ouvertures et annulations : titre 2 (*)		+2 811 705			+2 811 705	
Ouvertures et annulations : autres titres (*)		-8 026 176			-8 325 324	
Total (*)	49 976 973	124 433 610	122 133 593	50 236 070	124 134 462	123 495 445

(*) y.c. FDC et ADP

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2012	Prévues en LFI pour 2013	Ouvertes en 2013	Ouverts en 2012	Prévus en LFI pour 2013	Ouverts en 2013
Dépenses de personnel			0			0
Autres natures de dépenses	153 567		92 273	153 567		92 273
Total	153 567		92 273	153 567		92 273

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS

DECRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
08/11/2013		1 068		1 068				
13/11/2013					187 191	787 866	187 191	787 866
Total		1 068		1 068	187 191	787 866	187 191	787 866

DECRETS D'AVANCE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
28/11/2013	2 998 896		2 998 896					

ARRETES DE REPORT DE CREDITS OUVERTS PAR VOIE DE FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
28/03/2013		16 361		16 361	0	0	0	0

ARRETES DE REPORT DE CREDITS HORS FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
29/03/2013		1 021 622		722 474	0	0	0	0

OUVERTURES PAR VOIE DE FONDS DE CONCOURS

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2013	0	1 472	0	1 472				

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
03/2013	0	318	0	318				
04/2013	0	3 544	0	3 544				
06/2013	0	41 490	0	41 490				
07/2013	0	19 839	0	19 839				
08/2013	0	1 900	0	1 900				
09/2013	0	16 835	0	16 835				
10/2013	0	3 754	0	3 754				
11/2013	0	2 744	0	2 744				
12/2013	0	377	0	377				
Total	0	92 273	0	92 273				

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
29/12/2013						8 369 634		8 369 634

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général	2 998 896	1 131 324	2 998 896	832 176	187 191	9 157 500	187 191	9 157 500

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLEMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel (*)	Autres titres (*)	Total y.c. FDC et ADP	Titre 2 Dépenses de personnel (*)	Autres titres (*)	Total y.c. FDC et ADP
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	77 205 368 79 476 406	4 139 713 1 950 484	81 345 081 81 426 890	77 205 368 79 476 406	4 139 713 2 769 996	81 345 081 82 246 402
02	Démarches interministérielles et communication		23 580 000 20 700 713	23 580 000 20 700 713		23 580 000 20 883 067	23 580 000 20 883 067
03	Éducation routière		24 723 000 20 005 990	24 723 000 20 005 990		24 723 000 20 365 976	24 723 000 20 365 976
Total des crédits prévus en LFI		77 205 368	52 442 713	129 648 081	77 205 368	52 442 713	129 648 081
Ouvertures / annulations y.c. FDC et ADP		+2 811 705	-8 026 176	-5 214 471	+2 811 705	-8 325 324	-5 513 619
Total des crédits ouverts		80 017 073	44 416 537	124 433 610	80 017 073	44 117 389	124 134 462
Total des crédits consommés		79 476 406	42 657 187	122 133 593	79 476 406	44 019 039	123 495 445
Crédits ouverts - crédits consommés		+540 667	+1 759 350	+2 300 017	+540 667	+98 350	+639 017

(*) hors FDC et ADP pour les montants de la LFI

A la suite du rattachement de la sécurité routière au ministère de l'intérieur, les emplois, la masse salariale et les crédits de fonctionnement associés, relatifs aux personnels de la délégation à la sécurité et à la circulation routières (DSCR) et aux inspecteurs et délégués du permis de conduire, ont été transférés pour un montant total de 78 045 081 € (dont 77 205 368 € de titre 2) du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » vers le programme 207 « Sécurité et éducation routières ».

PASSAGE DU PLF À LA LFI

Crédits de titre 2 :

La dotation prévue en crédits de titre 2 dans le projet annuel de performance (soit 77 205 368 €) n'a pas été modifiée au cours du débat parlementaire.

Crédits hors titre 2 :

La dotation prévue en crédits hors titre 2 dans le projet annuel de performance était de 52 539 713 € en AE et en CP. Dans le cadre de l'examen du PLF par le Parlement, des amendements gouvernementaux ont réduit cette dotation de 100 000 € en AE et en CP.

Enfin, un montant de 3 000 € en AE et en CP a été alloué au programme au titre de la réserve parlementaire pour mener à bien, localement, une action de sécurité routière.

Le montant des crédits hors titre 2 voté en loi de finances initiale a ainsi atteint la somme de 52 442 713 € en AE et en CP.

MODIFICATIONS DE MAQUETTE

La maquette du programme 207 a été modifiée pour 2013 :

- son intitulé est désormais « Sécurité et éducation routières » ;
- il est doté d'un plafond d'emplois et de dépenses de personnels.

Lui ont été transférés les personnels œuvrant directement à la politique de sécurité et d'éducation routières, à savoir :

- 142 ETPT en administration centrale (DSCR),
- 2 ETPT mis à disposition de l'institut national de sécurité routière et de recherches (INSERR),
- 1 382 ETPT au titre des personnels des services déconcentrés appartenant aux corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (1 282 ETPT) et des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière (100 ETPT).

Le plafond d'emplois du programme est de 1 526 ETPT.

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Crédits de titre 2

Au cours de la gestion 2013, sont intervenus les mouvements réglementaires suivants :

- décret n° 2013-1022 du 13 novembre 2013 : transfert de 187 191 € vers le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » ;
- décret n° 2013-1072 du 28 novembre 2013 : ouverture, par décret d'avance, de 2 998 896 € ;

Ainsi, le montant des crédits de titre 2 ouverts en 2013 s'est élevé à 80 017 073 €.

Ont été consommés 79 476 406 €. Le solde disponible (540 667 €) est annulé en loi de règlement.

Crédits hors titre 2

Au cours de la gestion 2013, sont intervenus les mouvements réglementaires suivants :

- le programme 207 a été alimenté par arrêtés du 28 mars 2013 par des reports de crédits non consommés en 2012, à hauteur de 1,04 M€ en AE (dont 0,89 M€ d'AENE) et de 0,74 M€ de CP ;
- décret n° 2013-1000 du 8 novembre 2013 : transfert de 1 068 € en provenance du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » ;
- décret n° 2013-1022 du 13 novembre 2013 : transfert de 787 866 € vers le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » ;
- décret n° 2013-1284 du 29 décembre 2013 : annulation de 8 369 634 € en AE et en CP. Ces annulations ont été imputées sur les postes « communication » et « permis à un euro par jour ».

Le montant des fonds de concours rattachés en cours de gestion 2013 s'est élevé à 92 273 € en AE et CP.

Ainsi, le montant des crédits ouverts en 2013 hors titre 2 s'est élevé à 44 416 537 € en AE et 44 117 389 € en CP.

Ont été consommés :

- en AE, 44 174 405 € (ont été engagés 43 097 047 € et ont été affectés sans être engagés 1 077 358 €). Le solde d'AE disponibles en fin de gestion était de 242 132 € (la consommation d'AE a été retraitée pour neutraliser l'impact des retraits d'AE sur engagements juridiques clôturés) ;
- en CP, 44 019 039 €. Le solde de CP disponibles en fin de gestion était de 98 350 €. Ces crédits seront reportés sur l'exercice 2014.

Le tableau suivant retrace les évolutions qu'a connues la dotation en crédits hors titre 2 du programme 207 au cours de la gestion 2013 :

M€	LFI 2013		Réserve de précaution		Reports		Annulation crédits frais		Fdc		Crédits ouverts	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
UB 1 Etudes	2,49	2,49	-0,15	-0,15		0,16					2,34	2,50
UB 2 Fonctionnement	1,65	1,65	-0,10	-0,10			-0,79	-0,79			0,76	0,76
Action 1	4,14	4,14	-0,25	-0,25		0,16	-0,79	-0,79			3,10	3,27
UB 3 Communication	12,05	12,05	-2,86	-2,86	0,13	0,33	-1,09	-1,09			8,23	8,43
UB 4 Actions locales et partenariats	11,53	11,53	-0,70	-0,70			-0,10	-0,10	0,11	0,11	10,84	10,84
Action 2	23,58	23,58	-3,55	-3,55	0,13	0,33	-1,19	-1,19	0,11	0,11	19,07	19,27
UB 5 Organisation des examens	9,14	9,14	-0,55	-0,55							8,59	8,59
Investissements centres exa.	3,80	3,80	-0,23	-0,23	0,89	0,23					4,46	3,80
UB 6 Formations	4,05	4,05	-0,24	-0,24							3,81	3,81
UB 7 Permis à 1 € par jour	7,74	7,74	-0,47	-0,47			-1,90	-1,90			5,37	5,37
Action 3	24,72	24,72	-1,49	-1,49	0,89	0,23	-1,90	-1,90			22,23	21,57
TOTAL	52,44	52,44	-5,28	-5,28	1,02	0,72	-3,88	-3,88	0,11	0,11	44,41	44,11

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Le montant des fonds de concours rattachés au programme 207 au cours de la gestion 2013 s'est élevé à 92 273 € en AE=CP. Ces fonds de concours correspondent à la contribution de collectivités locales au financement d'actions menées en partenariat avec la DSCR.

Des fonds de concours pour un montant de 4 523 € ont été rattachés tardivement et n'ont pas pu être versés aux services destinataires. Ces crédits sont reportés sur l'exercice 2014.

RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

Crédits de titre 2 :

La mise en réserve initiale des crédits de titre 2 (0,39 M€) a été intégralement levée en cours de gestion.

Aucun mouvement de fongibilité asymétrique n'a été réalisé par le programme 207.

Crédits hors titre 2 :

Les crédits de la réserve de précaution initiale se sont élevés à 3,15 M€ en AE et CP, ventilés de manière homogène entre tous les postes de dépenses du programme. La réserve de précaution a été augmentée en cours d'exercice par un gel complémentaire de 5,94 M€ en AE et CP, imputé sur les crédits destinés à la communication et au dispositif « Permis à un euro par jour ». Ces crédits ont été annulés à hauteur de 8,37 M€. Le dégel s'est élevé à 0,7 M€.

Les crédits de la réserve « travailleurs handicapés » se sont élevés à 10 000 €, ventilés de manière homogène entre tous les postes de dépenses du programme.

DEPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emplois	Emplois (ETPT)						Dépenses		
	Transferts de gestion 2012	Réalisation 2012	LFI 2013	Transferts de gestion 2013	Réalisation 2013	Écart à LFI 2013 (après transferts de gestion) 5 - (3 + 4)	Mesures diverses	Impact des schémas d'emploi	Réalisation 2013
	1	2	3	4	5				
Hauts fonctionnaires			23		15	-8			1 876 807
Personnels administratifs			1 478		104	-1 374			6 050 226
Personnels techniques			25	+1	1 326	+1 300			71 549 373
Total			1 526	+1	1 445	-82			79 476 406

Précisions méthodologiques

Sont pris en compte, dans la catégorie d'emplois des hauts fonctionnaires, les personnels appartenant au corps des administrateurs civils, des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, ainsi que les contractuels de haut niveau.

Parmi les personnels administratifs, avaient été comptabilisés dans le cadre de la LFI 2013, les personnels administratifs de la DSCR (titulaires et contractuels) ainsi que les effectifs des corps des inspecteurs et des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière (et les contractuels exerçant des fonctions d'inspecteur ou de délégués).

Cependant, au plan de la gestion des rémunérations, les effectifs des corps des inspecteurs et des délégués au permis de conduire et à la sécurité sont assimilés à des personnels techniques, ce qui explique l'écart constaté entre la LFI et la réalisation 2013 pour ces deux catégories d'emplois.

Par ailleurs, le programme 207 n'étant doté de dépenses de personnels et des emplois correspondants que depuis 2013, aucune donnée n'est disponible pour la réalisation 2012. L'impact en ETPT du schéma d'emploi 2013 s'établit à -16 ETPT.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE

Catégorie	Prévision LFI (AE = CP)	Consommation (AE = CP)
Rémunérations d'activité	45 509 733	48 154 172
Cotisations et contributions sociales	31 598 907	31 222 601
<i>dont contributions au CAS Pensions</i>	<i>25 007 872</i>	<i>24 325 872</i>
Prestations sociales et allocations diverses	96 728	99 633

EVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties	dont départs en retraite	Mois moyen des sorties	Entrées	dont primo recrutements	dont mouvements entre prog. du ministère	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois Réalisation	Schéma d'emplois Prévision PAP
Hauts fonctionnaires	2	0	10	1	0		10	-1	
Personnels administratifs	22	4	3	22	2		8	0	-36
Personnels techniques	81	20	8	65	57		8	-16	
Total	105	24		88	59			-17	-36

Le schéma d'emplois du programme 207, initialement fixé à -36 ETP, a été révisé à -6 ETP, suite à une solidarité entre programmes du ministère de l'intérieur, et notamment avec le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ». Au 31 décembre 2013, le schéma d'emplois réalisé par le programme 207 est de -17 ETP. Cette sur-exécution résulte principalement de sorties non prévisibles en fin d'exercice.

EFFECTIFS ET ACTIVITES DES SERVICES

REPARTITION DES EMPLOIS PAR SERVICE

Service	LFI 2013 ETPT	Réalisation 2013 ETPT	ETP au 31/12/2013
Administration centrale	142	105	111
Services régionaux	159	118	136
Services départementaux	1 223	1 220	1 204
Opérateurs			
Services à l'étranger			
Autres	2	2	1
Total	1 526	1 445	1 452

Les personnels œuvrant à la politique de sécurité et d'éducation routières sont affectés en administration centrale (DSCR) et, pour les inspecteurs et délégués au permis de conduire, dans divers services du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie : les directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour les DOM (DEAL), les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement pour l'Île-de-France (DRIEA) ; dans les directions départementales interministérielles (DDI) et dans les préfetures.

Les effectifs mentionnés dans la rubrique « Autres » correspondent aux 2 agents mis à disposition de l'institut national de sécurité routière et de recherches (INSERR).

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Par ailleurs, 731 ETPT demeurent budgétés sur le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » (action-miroir n° 9 du programme) et travaillent également dans les services précités, au titre des autres missions du programme « Sécurité et éducation routières », ainsi que dans les services du réseau scientifique et technique [centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU) et le service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA)] ; 217 ETPT (budgétés sur l'action-miroir n° 14 du programme 217) œuvrent également dans les centres d'études techniques de l'équipement (CETE) pour réaliser les missions du programme 207.

REPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		LFI 2013 ETPT	Réalisation ETPT
01	Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	1 526	1 445
Total		1 526	1 445
Transferts de gestion			1

Les personnels affectés sur le programme 207 « Sécurité et éducation routières » (à hauteur de 1 445 ETPT) ainsi que ceux budgétés sur les actions miroirs n° 9 et 14 du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » (à hauteur de 948 ETPT) contribuent à la réalisation des actions du programme « Sécurité et éducation routières » qui recouvrent :

- les observations, la prospective et la réglementation (collecte, exploitation et diffusion des données de sécurité routière – observatoires départementaux et régionaux de sécurité routière, connaissance de l'accidentologie) à hauteur de 718 ETPT ;
- les démarches interministérielles et la communication (participation à la politique locale de sécurité routière ; participation et suivi des plans départementaux d'actions de sécurité routière (PDASR) ; préparation et suivi du Comité interministériel de sécurité routière (CISR) et élaboration des campagnes de communication nationales) à hauteur de 196 ETPT ;
- l'éducation routière (examens du permis de conduire, développement de l'éducation routière, actions de formation et d'information) à hauteur de 1 479 ETPT.

ÉLEMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	53,8
<i>Exécution 2012 hors CAS Pensions</i>	0
<i>Impact des mesures de transferts et de périmètre 2013/2012</i>	54,1
<i>Débasage de dépenses au profil atypique</i>	-0,3
Impact du schéma d'emplois	-0,3
<i>EAP schéma d'emplois de l'année n-1</i>	0,7
<i>Schéma d'emplois de l'année n</i>	-1
Mesures catégorielles	0,9
Mesures générales	0,1
<i>EAP augmentation du point d'indice de l'année n-1</i>	0
<i>Augmentation du point d'indice de l'année n</i>	0
<i>Rebasage de la GIPA</i>	0,1
<i>Mesures bas salaires</i>	0
GVT solde	0,6
<i>GVT positif</i>	0,7
<i>GVT négatif</i>	-0,1
Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA	0,1
Autres variations des dépenses de personnel	
Total	55,2

La ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA » comprend les dépenses de CET.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

	Coûts moyens PAP 2013 (*)	Coûts d'entrée (*)	Coûts de sortie (*)
Catégorie d'emplois	Prévision	Réalisation	Réalisation
Catégorie A	57 049	56 811	54 671
Catégorie B	33 875	36 019	35 986
Catégorie C	32 314	33 160	32 296

(*) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Les coûts sont calculés au regard des entrées et sorties réellement constatées en 2013 sur le programme 207. Les coûts d'entrée sont en moyenne supérieurs aux coûts de sortie en raison de l'arrivée sur le programme de personnels de grades et d'ancienneté supérieurs à celui des personnels sortants.

MESURES GENERALES

L'indemnité dite « garantie individuelle du pouvoir d'achat » (GIPA), prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008, s'est élevée à 0,13 M€ en 2013.

PRINCIPALES MESURES CATEGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2013	Coût 2013	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2012 ou années précédentes						289 000	433 500
<i>EAP de la grille intermédiaire des IPCSR</i>	1 282	B	<i>Inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière</i>	09-2012	8	289 000	433 500
Mesures statutaires						280 000	480 000
<i>NES des IPCSR</i>	1 282	B	<i>Inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière</i>	06-2013	7	280 000	480 000
Mesures indemnitaires						304 000	304 000
<i>Revalorisation indemnitaire des IPCSR</i>	1 282	B	<i>Inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière</i>	01-2013	12	250 000	250 000
<i>Versement exceptionnel aux DPCSR</i>	90	A	<i>Délégués au permis de conduire et à la sécurité routière</i>	01-2013	12	54 000	54 000
Total						873 000	1 217 500

L'enveloppe catégorielle mise en œuvre en 2013 a permis de répondre aux engagements pris envers les personnels de l'éducation routière :

- l'extension en année pleine de la mise en place de la grille intermédiaire en septembre 2012, dans l'attente de la mise en œuvre du nouvel espace statutaire (NES) de la catégorie B ;
- la mise en œuvre, en juin 2013, du nouvel espace statutaire de la catégorie B pour les inspecteurs du permis de conduire ;
- la mise en place de mesures indemnitaires pour les personnels de l'éducation routière (inspecteurs et délégués au permis de conduire et à la sécurité routière) : une revalorisation du régime indemnitaire des inspecteurs et le versement d'un complément exceptionnel aux délégués au permis de conduire.

GLISSEMENT VIEILLESSE-TECHNICITÉ

Le programme 207 est doté de crédits de titre 2 à compter de l'exercice 2013. Auparavant les effectifs et la masse salariale correspondante étaient inscrits sur le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ». Ainsi, le GVT pris en compte lors du transfert opéré en PLF 2013 était celui du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, à savoir 1,6 %.

CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	Réalisation 2012	LFI 2013	Réalisation 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	0	25 007 872	24 325 872
<i>Civils (y.c. ATI)</i>		25 007 872	24 233 511
<i>Militaires</i>			92 361
<i>Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)</i>			
<i>Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)</i>			
Cotisation employeur au FSPOEIE			

Les effectifs imputés sur le programme 207 ne concernent que des personnels civils. Cependant, le recrutement d'emplois réservés dans le corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière explique le montant de 92 362 € au titre du CAS Pensions des militaires. En revanche, il n'y a aucune cotisation employeur au fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État.

La baisse du taux de CAS Pensions des personnels civils au titre du mois de décembre 2013 (passage de 74,28 % à 44,28 %) a entraîné une moindre dépense de l'ordre de 0,9 M€ sur ces crédits.

PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	Prévision	Réalisation
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	4		10 431
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité			
Remboursement domicile travail	128	20 000	66 601
Capital décès			
Allocations pour perte d'emploi	2		2 543
Autres	5	76 728	20 058
Total		96 728	99 633

Dans la mesure où les crédits de titre 2 ont été transférés du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » vers le programme 207 « Sécurité et éducation routières », il n'avait pas été possible de réaliser une prévision du nombre de bénéficiaires et des montants à répartir.

Il s'avère que l'exécution 2013 démontre que la dépense la plus importante en matière de prestations sociales concerne le remboursement domicile/travail qui constitue les deux-tiers des crédits consommés. Les dépenses « autres » comprennent le versement d'allocations familiales et d'autres charges de personnel.

ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration				
Logement				
Famille, vacances				
Mutuelles, associations				
Prévention / secours				
Autres	1 445	122 000		122 000
Total		122 000		122 000

En 2013, une convention de gestion précisait la répartition des compétences et des responsabilités en matière de gestion des ressources humaines, entre le ministère de l'intérieur et le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Cette convention contenait un volet « action sociale ».

Concernant l'action sociale, les personnels de la DSCR des services déconcentrés ont continué, en 2013, à bénéficier de l'ensemble des prestations d'action sociale individuelles et collectives mises en œuvre par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE).

Aussi, le financement de ces prestations d'action sociale, à l'exception des crédits liés aux formations initiale et continue des IPCSR et DPCSR, a donné lieu, en gestion 2013, au transfert de 787 866 € vers le P217, programme support du MEDDE (décret n° 2013-1022 du 13 novembre 2013).

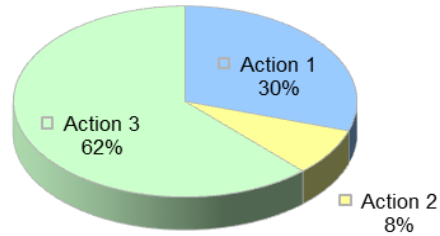
En revanche, la subvention versée au comité d'actions et d'entraides sociales (CAES), organisme chargé des œuvres sociales des personnels spécifiques de l'éducation routière, est inscrite sur la ligne « Autres » à hauteur de 122 000 € et a fait l'objet d'un versement direct du programme 207 au comité.

EFFECTIFS OEUVRANT A LA POLITIQUE DE SECURITE ET D'EDUCATION ROUTIERES

Les personnels affectés sur le programme 207 « Sécurité et éducation routières » (à hauteur de 1 445 ETPT) ainsi que ceux affectés sur l'action miroir n°9 du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement durable et de la mer » (à hauteur de 731 ETPT), contribuent à la réalisation des actions du programme « Sécurité et éducation routières » qui recouvrent :

- au titre de l'action 1, les personnels travaillant dans les domaines suivants : encadrement des cellules sécurité routière au plan local, observatoire national interministériel de sécurité routière et observatoires départementaux et régionaux de sécurité routière (pour la collecte, l'exploitation et la diffusion des données de sécurité routière et la connaissance de l'accidentalité), gestion de la police de la circulation et des transports exceptionnels (réglementation, instruction des dossiers, expertise pour le compte des préfets...), signalisation (commissions départementales de sécurité routière) et sécurité de la route et de la circulation (par exemple définition des zones de vigilances accrues). Ces personnels représentent 523 ETPT ;
- au titre de l'action 2, les personnels participant à la mise en œuvre de la politique interministérielle de sécurité routière et aux plans de communications nationale et locales afin de mobiliser l'opinion publique et les élus locaux. Au niveau local, ils contribuent à l'élaboration des Plans départementaux d'actions de sécurité routière (PDASR) et à leur mise en œuvre. Ces personnels représentent 174 ETPT ;
- au titre de l'action 3, les personnels en charge de l'éducation routière, notamment au sein des cellules éducation routière en services déconcentrés, avec pour principale mission d'assurer le passage des examens théoriques et pratiques du permis de conduire (corps des inspecteurs et des délégués du permis de conduire). Ces personnels représentent 1 479 ETPT.

Enfin, les centres d'études techniques de l'équipement et leurs personnels participent à la politique de sécurité et d'éducation routières, notamment dans le domaine des études et de la recherche. En 2013, ils représentaient 217 ETPT.

Répartition par action des 2 393 ETPT travaillant à la mise en œuvre du programme 207 en 2013 :

Au total, les 2 393 ETPT œuvrant à la politique de sécurité et d'éducation routières se répartissent entre le programme 207 et le programme 217 comme suit :

	Action 1	Action 2	Action 3	Total
Programme 207 (DSCR, IPCSR et DPCSR)	43	34	1 368	1 445
Programme 217, action-miroir 9	480	140	111	731
Programme 217, action-miroir 14	195	22	0	217
Total	718	196	1 479	2 393

SUIVI DES CREDITS DE PAIEMENT ASSOCIES A LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	CREDITS DE PAIEMENT
AE ouvertes en 2013 (*) (E1)	CP ouverts en 2013 (*) (P1)
44 416 537	44 117 389
AE engagées en 2013 (E2)	Total des CP consommés en 2013 (P2)
42 657 187	44 019 039
AE affectées non engagées au 31/12/2013 (E3)	dont CP consommés en 2013 sur engagements antérieurs à 2013 (P3) = (P2) - (P4)
1 128 696	9 482 236
AE non affectées non engagées au 31/12/2013 (E4) = (E1) - (E2) - (E3)	dont CP consommés en 2013 sur engagements 2013 (P4)
630 654	34 536 803

RESTES A PAYER

Engagements ≤ 2012 non couverts par des paiements au 31/12/2012 brut (R1)
9 483 268
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2012 (R2)
-1 032



Engagements ≤ 2012 non couverts par des paiements au 31/12/2012 net (R3) = (R1) + (R2)
9 482 236
AE engagées en 2013 (E2)
42 657 187

-

CP consommés en 2013 sur engagements antérieurs à 2013 (P3) = (P2) - (P4)
9 482 236
CP consommés en 2013 sur engagements 2013 (P4)
34 536 803

=

Engagements ≤ 2012 non couverts par des paiements au 31/12/2013 (R4) = (R3) - (P3)
0
Engagements 2013 non couverts par des paiements au 31/12/2013 (R5) = (E2) - (P4)
8 120 384

Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2013 (R6) = (R4) + (R5)
8 120 384



Estimation des CP 2014 sur engagements non couverts au 31/12/2013 (P5)
8 120 384
Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2014 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2013 (P6) = (R6) - (P5)
0

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

(*) LFI 2013 + reports 2012 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

ANALYSE DES RESULTATS

Les engagements non couverts par des paiements fin 2013 sont estimés à 8,12 M€. Ils étaient de 9,5 M€ fin 2012.

Ces restes à payer se ventilent ainsi :

- 1,25 M€ au titre des études ;
- 0,11 M€ au titre des dépenses de fonctionnement courant ;
- 4,52 M€ au titre des dépenses de communication ;
- 0,13 M€ au titre des dépenses engagées dans le cadre des plans départementaux en faveur de la sécurité routière ;
- 0,33 M€ au titre du fonctionnement des cellules d'éducation routière ;
- 1,05 M€ au titre des investissements dans les centres d'éducation routière ;
- 0,73 M€ au titre des dépenses relatives à la formation et à l'animation du réseau d'éducation routière.

Ils seront réglés en 2014.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 : Observation, prospective, réglementation et soutien au programme

(y.c. FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement	77 205 368	4 139 713	81 345 081	79 476 406	1 950 484	81 426 890
Crédits de paiement	77 205 368	4 139 713	81 345 081	79 476 406	2 769 996	82 246 402

Les données ci-dessus ne tiennent pas compte, hors titre 2, des erreurs d'imputation comptable commises en gestion 2013 ni de l'impact des retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2013.

Après correction, le montant de la dépense exécutée sur l'action 01 est de **1,83 M€ en AE** et de **2,69 M€ en CP** (tous titres confondus). Il est cependant important de noter que 0,79 M€ votés sur cette action ont été transférés en cours de gestion vers le programme 217 au titre des prestations de fonctionnement rendues par le MEDDE à la DSCR qui occupe une partie de ses locaux. Le montant des dépenses imputables à l'action 01 est donc de 2,62 M€ en AE et de 3,48 M€ en CP.

EFFECTIFS

En 2013, 2 393 ETPT ont œuvré à la mise en œuvre du programme « Sécurité et éducation routières », qu'ils soient rattachés budgétairement au programme 207 ou au programme support du MEDDE (programme 217).

30 % de ces effectifs étaient rattachés à l'action 1 dans le cadre de leurs activités, soit 718 ETPT, et se répartissent ainsi au sein des services :

Effectifs imputés sur le programme 207 « SER »	43
Effectifs imputés sur le programme 217 « CPPEEDM » (actions miroirs 9 et 14 : services déconcentrés et RST*)	675
Total	718

* Réseau scientifique et technique

Le personnel rattaché aux services déconcentrés travaille dans les domaines suivants :

- encadrement des cellules sécurité routière ;
- observatoires départementaux et régionaux (portail accident) ;
- gestion de la police de la circulation et des transports exceptionnels ;
- signalisation et sécurité des infrastructures routières.

Concernant le réseau scientifique et technique, sont comptabilisés les agents du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions (CERTU) et du service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) et des centres d'études techniques de l'équipement (CETE) travaillant sur des domaines rattachés à l'action 1 du programme 207.

ELEMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 299 713	1 190 605	3 299 713	1 349 240

Après correction, le montant des dépenses de fonctionnement considérées comme relevant, en 2013, de l'action 01 a été estimé à **1 069 355 € en AE** et à **1 231 683 € en CP** en 2013. Ont été financés :

Observation et études : 573 539 € en AE et 739 707 € en CP

L'écart à la prévision (1,65 M€ en AE et en CP) est de - 1,08 M€ en AE et - 0,91 M€ en CP et s'explique par la mise en réserve d'une partie des crédits votés sur ce poste de dépenses.

Fonctionnement des observatoires locaux de l'accidentologie routière : 364 024 € en AE et 367 909 € en CP

Des délégations de crédits sont faites aux responsables des BOP régionaux du programme pour la prise en charge du fonctionnement des observatoires locaux.

Fonctionnement de l'Observatoire national interministériel de sécurité routière (ONISR) : 12 812 € en AE et CP

L'ONISR est chargé d'assurer la collecte, la mise en forme, l'interprétation et la diffusion des données statistiques nationales et internationales. Il assure par ailleurs le suivi des études sur l'insécurité routière, l'évaluation des nouvelles mesures de sécurité prises ou envisagées.

Études et recherches menées par la DSCR (fonctionnement) : 38 346 € en AE et 157 408 € en CP

Les mandatements des dépenses concernent le règlement d'études pluriannuelles engagées lors de précédents exercices.

Études menées par le réseau scientifique et technique (RST) du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie : 158 357 € en AE et 201 578 € en CP

Afin de mener à bien les études qui leur sont confiées, des crédits sont délégués au service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) et au centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU).

Soutien au programme : 495 816 € en AE et de 491 976 € en CP

Fonctionnement courant du programme : 235 822 € en AE et 251 273 € en CP

Après deux années consécutives de baisse des dépenses de fonctionnement, l'année 2013 enregistre une augmentation de 16 % en AE et 11 % en CP.

Ce poste permet la prise en charge des dépenses suivantes :

- les frais de fonctionnement de la DSCR (téléphonie mobile, fournitures, représentation, documentation, publication dans les journaux d'annonce légale, traduction) ;
- les cotisations de la DSCR à divers organismes œuvrant dans le domaine de la sécurité routière ;
- les frais de déplacement des agents de la DSCR dans le cadre de leur mission ;
- les dépenses de formation spécifiques à la sécurité routière pour les agents de l'administration centrale.

Dépenses de fonctionnement liées à la politique publique du programme : 259 994 € en AE et 240 703 € en CP

Ont été financés :

- l'impression, le stockage et le routage de la documentation institutionnelle de la DSCR destinée aux acteurs locaux de la sécurité routière, tant publics qu'associatifs, à hauteur de 137 994 € en AE et 118 703 € en CP ;
- le versement d'une participation auprès de l'organisme chargé des œuvres sociales des personnels spécifiques à la sécurité routière (CAES) pour 122 000 € en AE et en CP.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		53 824		25 000

Après correction, le montant des dépenses d'investissement considérées comme relevant, en 2013, de l'action 01 a été estimé à **53 824 € en AE** et à **39 766 € en CP**.

Dans le cadre des études confiées au service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) et au centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (CERTU), des dépenses d'investissement ont été imputées sur le poste « études » au titre de l'acquisition de logiciels informatiques.

DEPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Transferts aux entreprises	840 000	498 343	840 000	602 038
Transferts aux collectivités territoriales		406		406
Transferts aux autres collectivités		207 306		793 312

Après correction, le montant des dépenses d'intervention considérées comme relevant, en 2013, de l'action 01 a été estimé à **705 649 € en AE** et à **1 422 645 € en CP** en 2013.

L'écart à la prévision (0,84 M€ en AE et CP) est de - 0,13 M€ en AE et de + 0,58 M€ en CP. Concernant les engagements, les travaux de mise en place de nouvelles études ont subi des retards. L'écart à la prévision concernant les CP s'explique par l'importance des restes à payer au titre des études de 2012.

Ont été financées les études et recherches menées par la DSCR suivantes :

- 498 343 € en AE et 203 440 € en CP dans le cadre de conventions passées entre la DSCR et l'Union Technique de l'Automobile, du motocycle et du Cycle (UTAC) pour des études, des expertises et des expérimentations liées aux véhicules, notamment leur sécurité ;
- 1 176 205 € en CP pour le paiement d'études engagées antérieurement à 2013, notamment une étude portant sur la recherche de partenariats et la production d'un système complet de recueil d'exploitation de données sur les incidents routiers (Étude SVRAI) ;
- 207 306 € en AE et 43 000 € en CP correspondant aux nouvelles études lancées en 2013, notamment une étude portant sur l'efficacité des gilets airbags pour motocyclistes.

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ACTION n° 02 : Démarches interministérielles et communication

(y.c. FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		23 580 000	23 580 000		20 700 713	20 700 713
Crédits de paiement		23 580 000	23 580 000		20 883 067	20 883 067

Les données ci-dessus ne tiennent pas compte des erreurs d'imputation comptable commises en gestion 2013 ni de l'impact des retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2013.

Après correction, le montant de la dépense exécutée sur l'action 02 est de **21,05 M€ en AE** et de **20,83 M€ en CP** (tous titres confondus).

EFFECTIFS

En 2013, 2 393 ETPT ont œuvré à la mise en œuvre du programme « *Sécurité et éducation routières* », qu'ils soient rattachés budgétairement au programme 207 ou au programme support du MEDDE (programme 217).

8 % de ces effectifs étaient rattachés à l'action 2 dans le cadre de leurs activités, soit 196 ETPT, et se répartissaient ainsi au sein des services :

Effectifs imputés sur le programme 207 « SER »	34
Effectifs imputés sur le programme 217 « CPPEEDM » (actions miroirs 9 et 14 : services déconcentrés et RST*)	162
Total	196

* Réseau scientifique et technique

Le personnel rattaché aux services déconcentrés travaille à la mise en œuvre de la politique interministérielle de sécurité routière localement. Il contribue à la mise en place des Plans départementaux d'actions de sécurité routière (PDASR) et participe à la mise en œuvre de ses actions.

Concernant le RST, sont comptabilisés les agents du CERTU, du SETRA et des CETE travaillant sur des domaines rattachés à l'action 2 du programme 207.

ELEMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	18 680 000	16 056 603	18 680 000	16 232 917
Subventions pour charges de service public		242 484		240 144

Après correction, le montant des dépenses de fonctionnement considérées comme relevant, en 2013, de l'action 02 a été estimé à **16 661 682 € en AE** et à **16 445 214 € en CP**. Ont été financés :

Communication nationale : 11 308 566 € en AE et 11 090 334 € en CP

L'écart à la prévision (12,05 M€ en AE et en CP) est de - 0,74 M€ en AE et de - 0,96 M€ en CP et s'explique par la mise en réserve d'une partie des crédits votés sur ce poste de dépenses.

Communication nationale : actions « Médias » : 10 120 735 € en AE et 9 926 133 € en CP

Les actions de communication ont consisté en la mise en œuvre de campagnes de prévention dont le coût est constitué de l'élaboration de la stratégie et des supports de communication ainsi que de l'achat d'espaces de diffusion (TV, radio, internet, cinéma, affichage).

Ces actions de communication ont porté sur les thèmes suivants :

- l'élaboration de la stratégie et des supports de communication ;
- l'achat d'espaces de commercialisation ;
- le contrôle des coûts des campagnes.

Les principaux thèmes de campagne pour l'année 2013 ont été les suivants :

- l'alcool et la conduite ;
- les jeunes et l'alcool ;
- les deux-roues motorisés ;
- le risque « distracteurs » (téléphone au volant) ;
- la vitesse.

Communication nationale : actions « Hors-médias » : 851 337 € en AE et 822 890 € en CP

Ces campagnes ont été complétées par des actions de communication « hors médias » événementielles. Elles se traduisent par l'organisation de manifestations et la participation à des événements nationaux.

Les principales manifestations sur lesquelles était présente la DSCR sont les suivantes :

- le festival Solidays ;
- le salon de la Moto ;
- la fête de la musique ;
- la tournée des plages avec NRJ (budget média) ;
- les 24 heures du Mans, le Bol d'or, le Dark Dog Moto Tour...

Les principales opérations événementielles organisées par la DSCR ont été :

- l'opération « Passe le volant » ;
- l'opération « Distracteurs » ;
- l'opération « Sam » de l'hiver.

Communication nationale : évaluation et support : 336 494 € en AE et 341 311 € en CP

Les autres dépenses liées à la communication nationale correspondent aux opérations suivantes :

- études pré et post campagnes de communication ;
- évaluation globale de la politique de sécurité routière par l'intermédiaire de sondages d'opinion ;
- hébergement du site internet de la sécurité routière.

Actions locales et partenariats : 5 353 116 € en AE et 5 354 880 € en CP

L'écart à la prévision (6,63 M€ en AE et en CP) est de - 1,28 M€ en AE et en CP et s'explique par la mise en réserve d'une partie des crédits votés sur ce poste de dépenses.

Plans départementaux d'actions de sécurité routière : 5 161 212 € en AE et 5 162 976 € en CP

Les services déconcentrés, sous l'autorité du Préfet de département, mettent en œuvre des actions locales de sécurité routière dans le cadre des plans départementaux d'actions de sécurité routière (PDASR). Ces actions sont menées soit directement, soit en partenariat avec d'autres services de l'État ou des collectivités locales.

Organisation déconcentrée de manifestations nationales : 59 850 € en AE et en CP

Des services déconcentrés sont chargés par la Délégation à la sécurité et à la circulation routières de promouvoir la sécurité routière dans le cadre de manifestations à portée nationale. C'est ainsi que les préfectures de Charente-Maritime et du Cher ont consommé, respectivement, 32 000 € et 27 850 € en AE et CP pour représenter la sécurité routière aux Francfolies de la Rochelle et au Printemps de Bourges.

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Financement d'actions de sécurité routière dans les collectivités d'outre-mer : 46 000 € en AE et en CP

La totalité des crédits délégués au Haut-commissaire de la République en Polynésie Française pour mener à bien des actions de sécurité routière a été consommée.

Politique locale sous maîtrise d'ouvrage centrale : 86 054 € en AE et en CP

Ce poste a permis la prise en charge par les centres d'études techniques de l'équipement de la gestion du point d'appui national des outils de formation pour les acteurs locaux de la sécurité routière (PANGOF). Ce point d'appui vise à planifier les sessions de formation au niveau national dans le domaine de la sécurité routière, à améliorer le travail des acteurs de la sécurité routière et la diffusion des savoir-faire en la matière.

■ DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		53 584		68 350

Après correction, le montant des dépenses d'investissement considérées comme relevant, en 2013, de l'action 02 a été estimé à **53 584 euros en AE et en CP**. Ces dépenses s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des Plans départementaux d'actions de sécurité routière.

■ DEPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Transferts aux ménages		272		272
Transferts aux entreprises	160 000	59 887	160 000	59 887
Transferts aux collectivités territoriales	930 000	526 216	930 000	528 452
Transferts aux autres collectivités	3 810 000	3 761 667	3 810 000	3 753 045

Après correction, le montant des dépenses d'intervention considérées comme relevant, en 2013, l'action 02 (**actions locales et partenariats**) a été estimé à **4 333 040 euros en AE** et **4 333 360 euros en CP**.

L'écart à la prévision (4,9 M€ en AE et CP) est de – 0,57 M€ en AE et en CP et s'explique par la mise en réserve d'une partie des crédits votés sur ce poste de dépenses.

Ont été financés :

Plans départementaux d'actions de sécurité routière : 2 612 440 € en AE et 2 612 760 € en CP

Dans le cadre des Plans Départementaux d'Actions de Sécurité Routière (PDASR), des subventions ont été attribuées pour un montant de 2,6 M€ en AE et CP.

Ont été ainsi subventionnées localement :

- des entreprises dans le cadre d'actions de prévention et de formation (chartes, plan de prévention du risque routier) ;
- des collectivités locales dans le cadre d'aides au financement de maisons de la sécurité routière et de projets d'initiatives locales ;
- des associations locales œuvrant dans le domaine de la sécurité routière et participant aux actions inscrites aux PDASR.

Partenariats nationaux : 604 600 € en AE et en CP

Au niveau national, des subventions (pour un montant de 601 600 €) sont versées à des associations dans le cadre des actions qu'elles mènent en faveur de la lutte contre l'insécurité routière. A noter qu'une subvention de 3 000 € a également été versée au titre de la réserve parlementaire.

Participation au financement du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) : 1 116 000 € en AE et en CP**ACTION n° 03 : Éducation routière**

(y.c. FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		24 723 000	24 723 000		20 005 990	20 005 990
Crédits de paiement		24 723 000	24 723 000		20 365 976	20 365 976

Les données ci-dessus ne tiennent pas compte, hors titre 2, des erreurs d'imputation comptable commises en gestion 2013 ni de l'impact des retraits d'AE opérés après clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2013.

Après correction, le montant de la dépense exécutée sur l'action 03 est de **20,22 M€ en AE** et de **20,49 M€ en CP** (tous titres confondus).

EFFECTIFS

En 2013, 2 393 ETPT ont œuvré à la mise en œuvre du programme « *Sécurité et éducation routières* », qu'ils soient rattachés budgétairement au programme 207 ou au programme support du MEDDE (programme 217).

62 % de ces effectifs étaient rattachés à l'action 3 dans le cadre de leurs activités, soit 1 479 ETPT, et se répartissaient ainsi au sein des services :

Effectifs imputés sur le programme 207 « SER »	1 479
Effectifs imputés sur le programme 217 « CPPEEDM » (actions miroirs 9 et 14 : services déconcentrés et RST*)	0
Total	1 479

* Réseau scientifique et technique

Dans les services déconcentrés, le personnel œuvrant à l'action 3 travaille au sein des cellules d'éducation routière. Il est chargé, essentiellement, d'assurer le passage des examens théoriques et pratiques du permis de conduire. Il s'agit des inspecteurs et délégués du permis de conduire et de la sécurité routière.

Les agents du RST qui travaillent sur le domaine de l'éducation routière sont imputés sur l'action 1 au titre des études et recherches.

ELEMENTS DE LA DEPENSE PAR NATURE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13 185 000	12 935 037	13 185 000	13 535 257

Après correction, le montant des dépenses de fonctionnement considérées comme relevant, en 2013, de l'action 03 a été estimé à **13 102 189 € en AE** et à **13 680 661 € en CP**. Ont été financés :

Organisation des examens : 8 749 144 € en AE et 8 771 500 € en CP

L'écart à la prévision (9,14 M€ en AE et en CP) est de - 0,39 M€ en AE et - 0,36 M€ en CP et s'explique par la mise en réserve d'une partie des crédits votés sur ce poste de dépenses.

Organisation des examens du permis de conduire : 7 926 204 € en AE et 7 923 013 € en CP

Ces dépenses couvrent les frais de fonctionnement des cellules « Éducation Routière », les fournitures informatiques, la maintenance des matériels utilisés pour les séances de l'épreuve théorique générale (ETG), l'organisation et la délivrance des attestations de sécurité routière (ASR: 0,14 M€ en AE et CP).

Les postes de dépenses en CP sont les suivants :

- frais de déplacement : 3,76 M€ ;
- frais de structures (fluides, entretien des bâtiments et pistes, fournitures, téléphonie...) : 2,88 M€ ;
- location de bâtiments, de salles et de terrains : 0,73 M€ ;
- fourniture et maintenance informatiques (ordinateurs, imprimantes et serveurs) : 0,15 M€ ;
- formations et documentation : 0,29 M€ ;
- location de véhicules et de matériels : 0,07 M€ ;
- divers : 0,05 M€.

Organisation des examens professionnels : 632 778 € en AE et 655 768 € en CP

Ces dépenses couvrent les frais d'organisation des examens du brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER), le principal poste étant les frais de déplacement des examinateurs (0,33 M€ en CP, soit près de 51 % de la dépense totale).

Organisation des commissions médicales : 190 162 € en AE et 192 719 € en CP

Ces dépenses couvrent les frais de fonctionnement des visites des médecins organisées dans le cadre des commissions d'aptitude et des visites des personnes handicapées (hors crédits de vacations), le principal poste étant les frais de location de locaux (0,09 M€ en CP, soit 47 % de la dépense totale).

Création et rénovation de centres d'examen du permis de conduire : 965 675 € en AE et 1 011 877 € en CP

Lors de l'élaboration du PAP, l'ensemble des crédits destinés à ces opérations n'avait été budgétisé qu'en titre 5.

Cependant, des services déconcentrés ont financé sur du titre 3 des études et des prestations liées à la conduite d'opérations de rénovation et de construction des centres d'examen.

Les dépenses liées à la construction et à la rénovation de centres d'examens font l'objet d'une présentation à la rubrique « coûts synthétiques » ci-dessous.

Formations : 3 387 370 € en AE et 3 897 284 € en CP

Formation initiale des DPCSR et IPCSR : 1 572 918 € en AE et 1 944 168 € en CP

Il s'agit des dépenses relatives à la formation initiale post-concours des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière (DPCSR) et des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) assurée dans le cadre de deux conventions signées avec l'institut national de sécurité routière et de recherches (INSERR).

En 2013, 10 DPCSR et 49 IPCSR ont suivi cette formation initiale.

Le coût moyen de la formation initiale pour un DPCSR est de 33 549 € et pour un IPCSR de 25 254 €. Ces coûts n'intègrent pas les frais de déplacement des stagiaires qui sont comptabilisés dans les frais de déplacement des cellules éducation routière des services déconcentrés d'affectation.

Formation continue des personnels des services déconcentrés : 400 154 € en AE et 416 956 € en CP

L'INSERR a assuré, dans le cadre de conventions, des formations destinées aux IPCSR et DPCSR. Les principales formations continues organisées sont celles relatives aux permis poids-lourds, aux qualifications à faire passer les épreuves des permis poids-lourds (C, D et EC) et aux nouvelles technologies de conduite des poids-lourds pour un montant total de 0,39 M€ en AE et 0,3 M€ en CP.

Animation et fonctionnement du réseau éducation routière : 1 414 298 € en AE et 1 536 160 € en CP

Ce budget, en partie au service de la mise en œuvre de la 3^e directive européenne de la dématérialisation du permis de conduire (FAETON) a permis de financer les besoins relatifs à l'activité récurrente des services (ex : application informatique métier), ainsi que la mise en œuvre « matérielle » de la réforme du permis de conduire.

Ont été prises en charge :

- les dépenses liées à l'acquisition des nouveaux matériels pour le passage des examens du permis de conduire (postes nomades et mallettes de dispositifs de réponse à l'épreuve théorique générale du permis de conduire) pour un total de 0,97 M€ en AE et 1,16 M€ en CP ;
- l'acquisition des carnets de certificat d'examen du permis de conduire et les consommables des boîtiers utilisés pour le passage de l'ETG pour un total de 0,15 M€ en AE et 0,09 M€ en CP ;
- l'organisation des épreuves d'admission et d'admissibilité du brevet d'aptitude à la formation des moniteurs d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur (BAFM) pour 0,15 M€ en AE et CP ;
- les frais de réseau liés aux applications nationales ainsi que l'acquisition de licences pour l'utilisation de logiciels, de matériel informatique et la souscription de contrats de maintenance pour un montant total de 0,09 M€ en AE et CP ;
- le suivi des applications informatiques métier (AURIGE-EUCLIDE et RAFAEL) et leur adaptation aux nouvelles épreuves du permis de conduire, assuré par le centre de prestations et d'ingénierie informatiques (CPII), maître d'œuvre de ces applications, pour 0,05 M€ en AE et CP.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	3 800 000	2 327 803	3 800 000	1 979 460
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		1 055 636		1 179 345

Après correction, le montant des dépenses d'investissement considérées comme relevant, en 2013, de l'action 03 a été estimé à **3 463 803 € en AE et à 3 158 805 € en CP**. Ont été financés :

Organisation des examens du permis de conduire : 86 285 € en AE et 96 824 € en CP

Les dépenses d'investissement liées à l'organisation des examens ont principalement concerné des frais d'entretien et d'équipement des centres d'examen du permis de conduire (bâtiments, pistes).

Construction et rénovation des centres d'examen du permis de conduire : 2 321 882 € en AE et 1 882 636 € en CP

Les dépenses d'investissements liées aux opérations de rénovation et de construction de centres d'examen du permis de conduire font l'objet d'une présentation à la rubrique « coûts synthétiques » ci-dessous.

Animation et fonctionnement du réseau éducation routière : 1 055 636 € en AE et 1 179 345 € en CP

Des dépenses d'investissement incorporelles ont été effectuées dans le cadre du suivi des applications informatiques AURIGE-EUCLIDE et RAFAEL assuré par le centre de prestation et d'ingénierie (CPIL).

■ DEPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI	Consommation	Prévision LFI	Consommation
Transferts aux ménages	7 250 000	3 652 496	7 250 000	3 652 496
Transferts aux entreprises	285 000		285 000	
Transferts aux collectivités territoriales		1 425		825
Transferts aux autres collectivités	203 000	33 593	203 000	18 593

Le montant des dépenses d'intervention considérées comme relevant, en 2013, de l'action 03 a été estimé à **3 653 921 € en AE et à 3 653 321 € en CP**. Ont été financés :

Permis à un euro par jour : 3 652 496 € en AE et en CP

Il était prévu en loi de finances initiale 2013 de consacrer 7,2 M€ au dispositif « permis à un euro par jour » pour le paiement des intérêts aux organismes bancaires partenaires et le cautionnement de prêts par l'État.

Paiement des intérêts aux organismes bancaires partenaires du dispositif « permis à un euro par jour » (3 652 496 € en AE et CP)

Il était prévu en LFI 2013 de consacrer un budget de 7,2 M€ au paiement des intérêts dus aux organismes bancaires partenaires. L'exercice 2013 s'est achevé avec une exécution de ce poste inférieure aux prévisions de 3,6 M€.

Les deux raisons de cette sous-exécution sont les suivantes :

- le nombre de dossiers traités a été inférieur aux prévisions. En effet, les crédits prévus en LFI permettaient de financer près de 93 000 prêts, alors que 88 756 dossiers ont finalement été pris en charge. Bien que l'objectif initial n'ait pas été atteint, le bilan 2013 est toutefois en progression de 1,9 % par rapport à 2012 (87 040 dossiers), année qui elle-même avait connu une hausse de 3,8 % par rapport à 2011 (83 826 dossiers) ;
- le taux BTAN à 2 ans, taux d'intérêt de référence pour le calcul de la rémunération des organismes bancaires partenaires, a été moins élevé que prévu.

Le tableau ci-dessous présente le bilan du dispositif pour l'exercice 2013 par trimestre et tranche de prêt. Comme pour les exercices précédents, le dernier trimestre de l'exercice n-1, soit 2012, est rattaché à l'exercice de l'année n, soit 2013.

	T4 2012	T1 2013	T2 2013	T3 2013	TOTAL 2013
Taux BTAN 2 ans	0,14%	0,06%	0,12%	0,27%	
Coût moyen par dossier	40,87 €	39,51 €	40,59 €	43,57 €	
Nombre de prêts prévisionnel	24 121	21 621	20 735	22 279	88 756
Coût lié au paiement des intérêts des prêts	985 806 €	854 275 €	841 653 €	970 762 €	3 652 496 €

Cautionnement des prêts de l'État

Depuis 2010, l'État peut se porter caution des prêts souscrits dans le cadre du « permis à un euro par jour » afin de faciliter l'accès au dispositif à un plus grand nombre, notamment aux jeunes exclus des crédits du système bancaire et inscrits dans une démarche de formation ou d'accès à l'emploi. Cette mesure est financée sur le programme 207 « Sécurité et éducation routières » et gérée par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) via le Fonds de cohésion sociale (FCS).

Il était prévu en loi de finances initiale 2013 de consacrer un budget de 0,49 M€ au cautionnement de prêts par l'État. La mise en place de ce cautionnement auprès des organismes partenaires et son utilisation par les usagers ont été inférieures aux prévisions. De ce fait, les crédits versés en 2009 à la CDC ont permis de couvrir intégralement les frais liés au cautionnement au cours de l'exercice.

Autres

Une erreur d'imputation de crédits a été constatée sur ce titre à hauteur de 18 593 € en AE et CP. En effet, des crédits délégués au Haut-commissaire de la République en Polynésie française et destinés au financement d'actions de sécurité routière dans les collectivités d'outre-mer ont été engagés et payés sur l'action 3 alors que ces dépenses relèvent de l'action 2.

Enfin, des dépenses liées à l'organisation des examens ont été effectuées à hauteur de **1 425 € en AE** et **825 € en CP**.

COÛTS SYNTHÉTIQUES**Présentation des coûts synthétiques des dépenses liées à la rénovation et à la construction de centres d'examen du permis de conduire**

Le montant des dépenses destinées à la rénovation et à la construction des centres d'examen du permis de conduire s'élève en 2013, tous titres confondus, à 3 287 556 € en AE et 2 894 513 € en CP.

Lors de l'élaboration du PAP, l'ensemble des crédits destinés à ces opérations n'avait été budgétisé qu'en titre 5. L'analyse de la gestion révèle que des services déconcentrés ont payé des dépenses liées à la rénovation et à la construction de centres d'examen en titre 3.

Les dépenses en titre 3 se répartissent ainsi :

	Crédits de paiement
Travaux sur bâtiment et terrain assimilés à de l'entretien	894 315 €
Frais d'acte, d'étude et autres services	46 195 €
Aménagement intérieur (mobilier, équipements...)	15 559 €
Intérêts moratoires	6 939 €
Autres (ex : frais de location)	48 869 €
Total	1 011 877 €

Les dépenses en titre 5 se répartissent ainsi :

	Crédits de paiement
Bâtiment	897 491 €
Autres (pistes, aménagements extérieurs ...)	985 145 €
Acquisitions foncières	0 €
Total	1 882 636 €

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Les centres concernés par les dépenses présentées ci-dessus figurent dans le tableau ci-dessous :

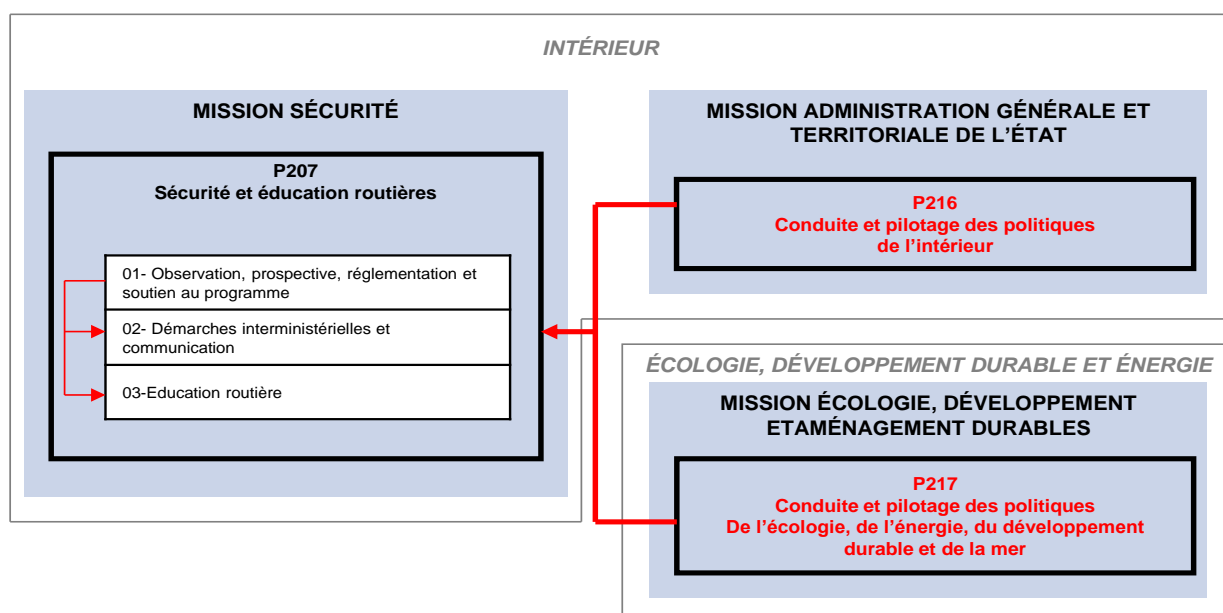
	AE	CP
02 - Laon	20 365 €	20 365 €
04 - Manosque	26 069 €	2 000 €
04 - Dignes Les Bains	41 555 €	41 555 €
10 - Troyes Sainte Savine	15 €	92 682 €
12 - Saint Georges de Luzençon	91 990 €	14 969 €
13 - Luynes - Salon de Provence	5 017 €	5 017 €
20- Ajaccio	14 699 €	141 048 €
21 - Longvic	106 814 €	106 696 €
24 - Marsac	82 036 €	82 036 €
26 - Valence les Auréats	15 292 €	15 292 €
29 - Landivisiau	34 213 €	34 213 €
32 - Auch	74 951 €	74 951 €
34 - Béziers - Montpellier	40 029 €	40 029 €
36 - Châteauroux	43 €	418 €
37 - Tours Parçay Meslay	324 €	5 455 €
39 - Perrigny	19 400 €	19 400 €
42 - Saint Etienne	37 298 €	59 588 €
51 - Reims	1 560 €	15 531 €
53 - Beausoleil	15 411 €	7 541 €
55 - Belleville sur Meuse	619 629 €	404 548 €
56 - Lanester - Kervignac	50 000 €	50 000 €
59 - Lézennes	114 971 €	114 971 €
60 - Beauvais Tillé	9 818 €	9 818 €
62 - Saint Laurent Blangy	106 187 €	104 176 €
65 - Tarbes	179 854 €	179 854 €
66 - Perpignan Bompas	240 766 €	133 872 €
67 - Strasbourg Polygone	41 733 €	41 728 €
69 - Saint Priest	20 386 €	19 147 €
70 - Noidans les Vésoul	2 272 €	2 272 €
73 - Chambéry les Landiers	5 159 €	6 505 €
74 - Fillinges	358 064 €	18 964 €
78 - Versailles	97 999 €	91 020 €
83 - La Crau	1 340 €	1 340 €
86 - Saint Georges les Baillargeaux	44 998 €	44 998 €
87 - Palais sur Vienne	11 000 €	11 000 €
92 - Gennevilliers	47 012 €	46 357 €
93 - Rosny		1 457 €
94 - Rungis	446 504 €	615 839 €
973 - Saint Laurent du Maroni	183 210 €	148 044 €
974 - Saint Denis	63 598 €	63 598 €
TOTAL	3 287 556 €	2 894 513 €

ANALYSE DES COUTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

L'analyse des coûts (art.27 de la LOLF) présente les dépenses et les coûts complets par action des programmes, après ventilation des dépenses et des coûts indirects associés aux actions de conduite et pilotage, de soutien et de services polyvalents vers les seules actions de politique publique. Ces déversements sont internes ou extérieurs au programme observé, voire à la mission de rattachement, et relèvent d'une comptabilité spécifique : la comptabilité d'analyse des coûts (CAC) qui traite des données issues des comptabilités budgétaire et générale de l'État. Mise en œuvre par les ministères avec l'appui des services du contrôle budgétaire et comptable ministériel (SCBCM), la CAC s'appuie sur des principes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, SCBCM, direction du budget et direction générale des finances publiques. Au RAP 2013, la CAC du budget général de l'État est déployée dans CHORUS.

SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME



PRÉSENTATION DES CRÉDITS PRÉVISIONNELS COMPLETS

(en milliers d'euros)

Numéro et intitulé de l'action	LFI 2013 Crédits directs (y.c. FDC et ADP) (1)	Ventilation des crédits indirects *		LFI 2013 Crédits complets (2)	Variation entre (1) et (2) (3)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	81 345	-155 250	+73 905	0	-100 %
02 - Démarches interministérielles et communication	23 580	+6 914	+21 407	51 901	+120,1 %
03 - Éducation routière	24 723	+148 336	+1 142	174 201	+604,6 %
Total	129 648	0	+96 454	226 102	+74,4 %

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 ANALYSE DES COUTS

PRÉSENTATION DES DÉPENSES COMPLETES

Note explicative

Les dépenses complètes par action du programme présentées ci-après incluent les déversements internes et externes au programme.

Les **déversements internes** au programme constituent un premier axe d'observation et reflètent les dépenses par action de politique publique ou **dépenses indirectes** résultant de la gestion du responsable de programme.

Les **déversements externes** au programme rendent compte par action de politique publique de la contribution d'autres programmes.

(en milliers d'euros)

Numéro et intitulé de l'action	Exécution 2013 Dépenses directes (4)	Ventilations des dépenses indirectes *		Exécution 2013 Dépenses complètes (5)	Variation entre (4) et (5) (6)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	82 246	-82 246	+69 780	69 780	-15,2 %
02 - Démarches interministérielles et communication	20 883	+3 663	+20 178	44 724	+114,2 %
03 - Éducation routière	20 366	+78 584	+31	98 981	+386 %
Total	123 495	0	+89 990	213 485	+72,9 %

(en milliers d'euros)

* Ventilation des dépenses indirectes vers les programmes partenaires bénéficiaires (+) ou en provenance des programmes partenaires contributeurs (-)	-89 990
Mission « Administration générale et territoriale de l'État »	-32
216 / Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	-32
Mission « Écologie, développement et aménagement durables »	-89 957
217 / Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	-89 957

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RESULTATS

(en milliers d'euros)

Intitulé de l'action	LFI 2013 Crédits complets (2)	Exécution 2013 Dépenses complètes (5)	Exécution 2012 Dépenses complètes (7)	Variation entre LFI directe et LFI complète 2013 [(1) et (2)] (3)	Variation entre Dépenses directes et complètes 2013 [(4) et (5)] (6)	Écart entre LFI complète et dépenses complètes 2013 [(2) et (5)]	Variation entre LFI complète et dépenses complètes 2013 [(2) et (5)]	Variation entre dépenses complètes 2012-2013 [(7) et (5)]
01 - Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	0	69 780	77 630	-100 %	-15,2%	+69 780	NS %	-10,1 %
02 - Démarches interministérielles et communication	51 901	44 724	48 867	+120,1 %	+114,2%	-7 177	-13,8 %	-8,5 %
03 - Éducation routière	174 201	98 981	151 626	+604,6 %	+386%	-75 220	-43,2 %	-34,7 %
Total	226 102	213 485	278 123	+74,4 %	+72,9 %	-12 617	-5,6 %	-23,2 %

ANALYSE DES DEPENSES COMPLETES DES ACTIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE

COMPARABILITE DES RESULTATS

D'un point de vue méthodologique, les règles et conventions adoptées lors de la préparation du RAP 2013 du programme « Sécurité et éducation routières » se caractérisent par leur stabilité par rapport à celles qui ont été retenues au titre de la LFI 2013.

Les résultats obtenus après déversements externes sont, pour l'ensemble du programme, conformes en proportion aux prévisions et reflètent globalement, comme indiqué dans les résultats après ventilation interne, l'évolution des ressources disponibles par rapport aux prévisions.

Le montant du programme « Sécurité et éducation routières » en dépenses complètes s'établit à 213,5 M€ après prise en compte de l'ensemble des déversements, soit une baisse de 23,2 % par rapport au montant des dépenses complètes en 2012.

DEPENSES SUR LES TRANSFERTS DE CREDITS

Sans objet pour le programme 207 « Sécurité et éducation routières ».

ANALYSE DES ECARTS

Sur le programme 207 « Sécurité et éducation routière », en 2013, les écarts observés entre la prévision présentée en LFI et les dépenses directes exécutées dans l'année reflètent l'évolution des ressources budgétaires disponibles (mises en réserve, mouvements de crédits ayant affecté les dotations des programmes en cours d'année : annulation de 8,4 M€ en CP en LFR et ouverture de 3 M€ en CP par décret d'avance sur le titre 2).

Les montants du déversement extérieur en provenance du programme 217 « Conduite et pilotage de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » et le déversement externes en provenance du programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » sont inférieurs aux montants de la LFI 2013.

Le programme 207 présente une baisse des dépenses complètes en 2013 sur toutes ses actions par rapport aux montants de la LFI 2013.

PRÉSENTATION DES COÛTS COMPLETS

Note explicative

La restitution des coûts complets vise à enrichir l'information budgétaire d'une dimension économique et financière, prospective. La reconstitution des coûts complets à travers la comptabilité d'analyse des coûts (CAC) est ainsi exclusivement assise sur des données de comptabilité générale, charges et atténuations, arrêtées sans préjudice pour leur valeur significative, au 3 mars 2014.

L'objectif constitutionnel de transparence et de qualité des comptes publics a abouti en 2012 au basculement de la comptabilité générale dans CHORUS. Cette trajectoire de progrès se poursuit au RAP 2013 par le déploiement de la CAC dans CHORUS. À titre d'information, la démarche s'accompagne d'un dispositif progressif d'homogénéisation des pratiques et de renforcement des critères de sélection automatique des données à intégrer dans le périmètre des coûts directs. Dans ce contexte de transition, la comparaison entre les coûts complets des exercices 2012 et 2013 peut faire apparaître des écarts de résultats liés au passage d'une production manuelle bureautique à une production industrialisée et traçable dans CHORUS.

(en milliers d'euros)

Intitulé de l'action	Coûts directs 2013 (a)	Ventilation des indirects*		Coûts complets 2013 (b)	Variation entre (a) et (b)	Coûts complets 2012 (c)	Écart entre n et n-1 coûts complets [(c) et (b)]	Variation entre n et n-1 coûts complets [(c) et (b)]
		au sein du programme	entre programmes					
01 - Observation, prospective, réglementation et soutien au programme	82 332	-82 333	+70 501	70 500	-14,4 %	79 755	-9 255	-11,6 %
02 - Démarches interministérielles et communication	20 974	+3 667	+20 387	45 027	+114,7 %	49 552	-4 524	-9,1 %
03 - Éducation routière	17 707	+78 667	+31	96 405	+444,5 %	149 852	-53 447	-35,7 %
Total	121 012	0	+90 920	211 932	+75,1 %	279 159	-67 227	-24,1 %

Sécurité et éducation routières

Programme n° 207 ANALYSE DES COUTS

(en milliers d'euros)

*Ventilation des crédits indirects vers les programmes partenaires bénéficiaires (+) ou en provenance des programmes partenaires contributeurs (-)	-90 920
Mission « Administration générale et territoriale de l'État »	-32
216 / Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	-32
Mission « Écologie, développement et aménagement durables »	-90 887
217 / Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	-90 887

CHARGES ET PRODUITS CALCULÉS OU RATTACHÉS**Avertissement**

Sont présentés ci-après, les éléments du programme qui illustrent la dimension économique et financière, prospective et significative des coûts directs. Il convient de préciser qu'au RAP 2013, la construction automatisée des coûts directs n'intègre pas les reprises sur provisions et dépréciations.

(en milliers d'euros)

Désignation	CAC RAP 2012 (1)	CAC RAP 2013 (2)	Écart entre (1) et (2)	Variation entre (1) et (2)
Dotations aux amortissements	42	85	43	102,4 %
Dotations aux provisions	1 026	419	-607	-59,2 %
Reprises sur provisions et dépréciations	1 242	1 059	-183	-14,7 %
Charges constatées d'avance	0	0	0	0 %
Charges à payer	294	610	316	107,5 %

ANALYSE DES COÛTS COMPLETS DES ACTIONS DE POLITIQUE PUBLIQUE

La comptabilité d'analyse des coûts en charges a été réalisée à partir des données de la comptabilité générale. Les montants repris correspondent aux soldes nets des comptes de classe 6 de l'exercice après prise en compte des charges calculées rattachées à l'exercice 2013 : dotations aux amortissements et aux provisions, charges à payer et les charges constatées d'avance.

Les dotations aux provisions de l'exercice ont été prises en compte avec déduction des reprises. Les charges à payer ont été intégrées au niveau de chaque action. Les charges constatées d'avance ont été déduites puisqu'elles seront rattachées à l'exercice 2014.

Les investissements comptabilisés en classe 2 ont été intégrés uniquement pour la valeur des amortissements s'y rapportant ce qui contribue à minorer les charges par rapport aux dépenses budgétaires. Cette minoration peut être très sensible pour les programmes pratiquant un haut niveau d'investissement.

D'un point de vue méthodologique, les ventilations internes et externes ont été opérées selon les mêmes règles que celles adoptées au niveau de la comptabilité d'analyse des coûts sur les dépenses budgétaires.

Le coût complet du programme « Sécurité et éducation routières » après prise en compte de l'ensemble des déversements et des transferts en gestion s'élève à 211,9 M€ au terme de l'exécution 2013.